



Objet : Questions USAC-CGT pour le CTP DO du 1^{er} avril 2008.

Madame la présidente du CTP DO,

L'USAC-CGT souhaite que le dossier relatif à l'organisme de MELUN/SEINE soit abordé dans les suites données. De nombreuses questions sont restées sans réponses lors de la visite d'Éric Bruneau. Compte tenu des objectifs, il est plus que temps que des réponses soient fournies autant sur les moyens humains que techniques. Vous trouverez ci-joint un courrier fait au DSN et les positions des personnels de Melun.

L'USAC-CGT souhaite voir mis à l'ordre du jour du CTP du 1^{er} juillet les points suivants :

1. **POINTE À PITRE** : quelles modalités liées à la protection des personnels sont envisagées (aspects CHSCT) ? Quelles consignes locales, notamment en terme de capacité et de service rendu sont mises en place ?
2. **CHALON VATRY** : Quelle est l'organisation à prévoir localement suite à l'annonce du DGAC d'ouvrir le terrain H24 ? Un nouveau calcul du BO TSEEAC est nécessaire.
3. **Dossier VIGIE** : nous souhaitons avoir un bilan et un calendrier de déploiement du système type « Atalys » dans les organismes. Le retour d'expérience des utilisateurs est-il bien pris en compte ? Des évolutions logicielles seront elles envisageables pour améliorer le système de l'industriel dit « sur étagère » ?
4. **TOURS** : Nous demandons que la DO confirme que la maintenance régionale de Châteauroux pourra continuer, avec un protocole d'accord, à assurer la maintenance du téléphone sécu, de l'IRMA et de l'ILS sur le terrain militaire de Tours, ouvert au trafic civil.
5. **Approches** : nous demandons la mise en place d'un GT technique et opérationnel (regroupant tous les métiers) sur l'élaboration d'un système commun de gestion des vols à toutes les approches quelque soit leur taille.
6. **Concernant la politique de généralisation des CMCC dans les CRNA**: la DO a-t-elle des retours d'infos plus explicites notamment sur le CMCC de Brest qui n'assure que des missions type CMB ? La co-implantation a-t-elle des effets bénéfiques ? Les contrôleurs militaires/civils ont-ils noté un réel bénéfice, une amélioration des coordinations, du service rendu ?
7. **Que cela signifie t-il concernant les CDC et leurs domaines d'action et prérogatives**, la DO a-t-elle une vision à long terme ?
8. **Un petit point de la part de la DO sur la CDPGE.**

9. Mise à jour de la consigne N° 085468/08 sur le FDS/SCTA. Dans cette consigne est évoqué le cas de la concomitance d'une alerte STCA avec un avis de résolution ACAS (RA), et il est précisé que le contrôleur ne cherche pas à modifier la trajectoire de l'aéronef tant que le pilote n'a pas indiqué "conflit terminé". Il conviendrait de préciser que le contrôleur ne fournit pas d'information de trafic au pilote en situation de RA TCAS, conformément à la version V5 de la doc 4444 (édition du 22 novembre 2007, paragraphe 15.7.3.2). De plus une sensibilisation doit être faite dans les centres et à l'ENAC car le manuel de phraséologie stipule qu'il faut faire une info de trafic !
10. Quel type de gestion est envisagé pour les facilitateurs FHU ? Compte tenu de la forte charge de formation, comment le réseau national va-t-il apporter son support localement. Pour nous il n'est pas envisageable que les personnels qui assurent les FH soient des PC détachés « standard », c'est-à-dire détachés pour autre chose que les FH. Les facilitateurs FHU doivent être volontaires pour ce type de poste et non pas désignés.
11. La mise en place de la licence a été plutôt délicate le 18 mai. Heureusement que les contrôleurs n'ont pas posé les micros le 18 mai à partir de 00h01 car ils n'avaient pas leur licence, ni aucun document, au moins dans de nombreux centres, qui stipulait qu'ils pouvaient exercer. Encore aujourd'hui, nombreux sont les collègues qui n'ont pas leur licence. On ne parle même pas des erreurs qui sont inscrites dessus.
12. Au-delà de cela, nous invitons la DO à lancer une réflexion concertée sur l'inscription ou non de la mention de qualification ACS dans les SIV gérant des transits réguliers, ainsi que sur la mention APS pour les mention d'unité intermédiaires dans les approches en fonction des outils et méthodes de travail associés (exemples Roissy et Orly).

En complément à ces questions diverses et pour préparer le débat sur les aspects SIV LILLE, compte tenu des réponses non satisfaisantes en CTP SNA nord, nous aimerions avoir des compléments d'informations voire des positions de la DO sur les points suivants :

1. Salle IFR provisoire : quel calendrier, quelle localisation et quels systèmes techniques ? Dans le cas d'utilisation de bâtiments modulaires, une étude sonore devra être envisagée.
2. Espace entre Deauville et la FIR anglaise, position de la DO ?
3. Quelle est la position de la DO sur un quatrième poste de détaché pour gérer les dossiers espace ?
4. Quel est l'arbitrage DO sur la limite Sud-Est des extensions prévues (aux alentours de la route CTL-MMD) ? Si la décision n'est pas prise, peut-on avoir un calendrier ?
5. Classe d'espace de la TMA Cambrai. Selon nous une classe E serait plus appropriée que du G. Le SNA/Nord nous a répondu à chaque fois qu'une étude allait être lancée. La DO peut-elle nous assurer qu'elle est saisie du dossier et nous donner un calendrier ?

Veillez recevoir Madame la présidente nos salutations syndicales.

Pour l'USAC-CGT
Philippe LOHAT

